

AIR ALGÉRIE

La grève n'aura pas lieu

C'est tard dans la nuit de jeudi dernier qu'ont pris fin les négociations marathon entre la direction générale de la compagnie Air Algérie et les représentants syndicaux du PNC (personnel navigant commercial). La réunion a été également marquée par la présence du SG du syndicat d'entreprise affilié à l'UGTA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon des indiscretions, les deux parties (syndicat et employeur) sont parvenues après plusieurs heures de négociations à parapher un protocole d'accord, qui stipule, d'une manière générale «la prise en charge totale des revendications socioprofessionnelles de cette corporation». Un accord que le premier responsable de la compagnie a validé lors de sa sortie médiatique de ce vendredi. Selon lui, «la direction générale d'Air Algérie a signé hier soir (jeudi, ndlr), à une heure tardive, un protocole d'accord avec les responsables de la section syndicale du PNC, affiliée à l'UGTA, et avec ceux du Syndicat national du personnel navigant commercial algérien — SNPNC — un protocole d'accord portant sur la situation interne de cette corporation».

A ce propos, nos indiscretions indiquent à ce sujet «qu'en vertu de cet accord, qui constitue l'aboutissement de plusieurs mois de discussions entre la

direction générale et les représentants syndicaux du PNC, des corrections seront apportées à certaines indemnités» spécifiques à ce personnel. «Le protocole d'accord vient concrétiser le contenu du procès-verbal signé en juillet dernier (2011) entre la direction générale et les responsables syndicaux du PNC», a-t-on ajouté.

Par ailleurs, le premier responsable de la compagnie Air Algérie a reconnu que certains points contenus dans la plateforme de revendications du PNC seront soumis aux autorités compétentes pour être pris en charge. Il s'agit notamment de «l'abattement sur l'IRG (impôt sur le revenu global) lorsqu'il s'agit de survol des zones «inhospitalières» comme les déserts, les mers et les océans, ainsi que l'augmentation des allocations de devises».

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que la question salariale a été définitivement réglée lors des négociations qui ont eu lieu en octobre dernier entre la direc-



Photo : Samir Sid

Les revendications de juillet 2011 validées.

tion d'Air Algérie et les différentes représentations syndicales activant au sein de la compagnie. Dans un passé récent, le P- dg d'Air Algérie avait déclaré que «le plus important dans les négociations est la préservation de l'équilibre financier de la compagnie», en réitérant que la «proposition d'augmentation de 20% des salaires de l'ensemble

des personnel est «très raisonnable». Dans une précédente sortie médiatique, le patron de la compagnie Air Algérie avait refusé d'augmenter les salaires du personnel commercial de 106%, comme en ont formulé les grévistes. Il a estimé, à ce propos, que l'augmentation de 20% des salaires de base de l'ensemble des personnels, tel que suggéré

par la compagnie était «très raisonnable».

Il est à noter que la suspension du préavis de grève du Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) sera annoncée selon le secrétaire général du PNC, M. Hammamouche, demain dimanche.

A. B.

CATASTROPHES NATURELLES

Comment préserver Alger ?

Alger, capitale de par son urbanisation et la concentration de la population, est vulnérable aux risques que représentent les changements climatiques et les catastrophes naturelles. Pour minimiser les impacts de ces menaces, une étude de vulnérabilité et d'adaptation de la ville aux risques a été lancée à l'initiative du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

F.-Zohra B. - Alger (Le soir) - C'est ce jeudi qu'a été installé au siège du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement un comité de suivi de l'étude de vulnérabilité et d'adaptation de la ville d'Alger aux changements climatiques.

Le comité est composé des représentants de la Banque mondiale (Washington et Marseille) ainsi que des ministères de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, point focal de l'étude, et celui de l'Intérieur et des Collectivités locales. Participeront au projet également les départements des ressources en eau, des finances, de l'habitat et de l'urbanisme et la wilaya d'Alger.

Intervenant jeudi lors de l'installation du comité, Chérif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, expliquera qu'il s'agit de réduire les risques sur les plans humain et matériel.

Ainsi, le projet vise la prise en charge de plusieurs risques concomitants, selon le ministre, qui précisera aussi que les risques concernent, notamment, les chan-



Photo : Samir Sid

Un projet pour réduire les risques sur les plans humain et matériel.

gements climatiques, la fragilité de la ressource hydrique ainsi que les catastrophes naturelles telles que les séismes et les inondations.

Concernant ces deux derniers risques, Chérif Rahmani rappellera les effets des séismes ayant touché la région d'Alger le 21 mai 2003 et les inondations de Bab El Oued en novembre 2001.

«Le risque peut être régional, il faut donc coordonner les actions pour y faire face et déterminer le périmètre qui sera visé par l'étude. Nous souhaitons aussi la participation d'autres collectivités du fait que le risque ne connaît pas de délimitation territoriale», a déclaré le ministre notant, par ailleurs, que des facteurs aggravants viennent fragiliser les grandes

agglomérations du nord du pays et qui concernent une accélération de la réalisation du bâti qui prend la forme d'une urbanisation sauvage.

Ainsi, 40% de la population du pays, soit environ 12 millions d'habitants, réside dans le littoral, un territoire qui représente à peine 1,9 de la superficie totale du pays. Cette situation provoque aussi une forte pression sur les ressources naturelles, rappelle le ministre.

Pour Chérif Rahmani, l'intégrer dans deux nouvelles dimensions dans les démarches est nécessaire. Il s'agit en premier lieu des changements climatiques ainsi que des risques qui peuvent menacer la capitale, à savoir les tsunamis, les glissements de terrain et la rareté

des ressources hydriques.

Le ministre citera les exemples des écarts de température qui touchent la capitale en différentes saisons ainsi que le recul de la côte et les érosions. La priorité, selon les initiateurs du projet d'étude, donc est de connaître les sources de vulnérabilité, d'identifier les risques et les hiérarchiser et d'«arriver surtout à orienter l'urbanisation par anticipation et de déterminer les zones rouges, jaunes et vertes», a expliqué Chérif Rahmani. Il rappellera aussi que pour faire face aux menaces, il faut identifier à l'avance les réseaux de vie, l'eau et l'énergie ainsi que les télécommunications dans le but de les protéger, notamment en cas de séisme. La priorité sera aussi d'identifier les institutions capables d'agir en cas de catastrophe. L'autre aspect du projet sera aussi la participation du citoyen qui doit être sensibilisé aux risques et aux comportements à adopter en cas de catastrophe. Enfin, l'étude lancée officiellement ce jeudi inclura l'installation du comité de pilotage et d'un comité technique. Dans un premier temps, elle concernera en priorité la wilaya d'Alger avant d'être étendue aux autres régions du pays. Un appel d'offres international a été lancé pour la sélection d'un bureau d'études qui sera composé d'experts internationaux et locaux, selon le ministère de l'Environnement.

L'étude s'inscrit, selon ses initiateurs, dans la cadre d'une démarche de traitement intégré des enjeux méditerranéens portée par le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée à l'échelle régionale.

F.-Z. B.